

GSPE-PRISME
(UMR 7012 CNRS -Université Robert-Schuman Strasbourg)
Association française de science politique (groupe Local et politique)

Colloque

**Identifier, mesurer ou construire
la « demande » des habitants**

22-23 mars 2007

**Institut d'études politiques (IEP)
Strasbourg**

Responsables scientifiques :
Virginie Anquetin et Audrey Freyermuth,
Doctorantes GSPE-PRISME

Avec le soutien du CNRS, de la Communauté urbaine de Strasbourg,
du Conseil général du Bas-Rhin et du Conseil régional d'Alsace

Jeudi 22 mars 2007

Salle 318

13h45 : Accueil des participants

14h15 : Ouverture du colloque : Marine de Lassalle, directrice adjointe du GSPE, maître de conférences en science politique.

Introduction : Virginie Anquetin et Audrey Freyermuth, doctorantes en science politique au GSPE-PRISME

Pauses : salle des conseils

14h30-18h30 : Première demi-journée
De « l'intérêt catégoriel » à la « demande » des habitants

Président : **Christian Le Bart** (Professeur en science politique, CRAPE – IEP de Rennes)

Discutant : **Jacques Le Bohec** (Professeur en sciences de l'information et de la communication, ICOM – université Lyon 2)

Jérémy Nollet et **Nicolas Bué** (doctorants en science politique, CERAPS – Lille 2) : « Ressorts sociaux et politiques de l'usage de la presse comme outil de construction des « demandes des habitants. Autour d'une politique d'aménagement urbain à Calais »

Résumé : La présente communication vise à comprendre comment les médias concourent à la définition de la demande des habitants et, ce faisant, « pèsent » sur l'action publique locale, à partir de l'étude d'une politique publique d'aménagement urbain actuellement menée par la ville de Calais. Plus précisément, l'objectif est d'interroger la place de l'instrument médiatique dans la construction de la demande sociale et dans la réponse qu'y apportent les responsables politiques. On montrera donc dans un premier temps que le traitement journalistique de l'opération d'aménagement véhicule une représentation de la demande des habitants produite en fonction des logiques du champ journalistique local. On pourra alors établir que l'efficacité de la demande parlée par les médias tient grandement à l'attention particulière que lui portent les élus (par rapport aux autres vecteurs d'expression de la demande sociale) ainsi qu'aux types de réponse qu'ils choisissent de lui apporter. Le personnel politique manifeste en effet une préoccupation croissante aux médias, et subséquemment aux demandes sociales qu'ils reflèteraient.

Pierre Lenel (Chargé de recherche en sociologie, Lise – CNAM – CNRS) : « Construction de la demande et espace public : réflexion à partir du théâtre de l'opprimé »

Résumé : Le théâtre de l'opprimé (Boal) système de jeux et de techniques qui aident les citoyens à analyser leurs situations sociales, institutionnelles et politiques en développant un langage théâtral propose une mise en scène des injustices et des discriminations, une interprétation de la logique d'oppression qui selon lui gouverne les rapports des dominants aux dominés. En s'appuyant sur la conception habermassienne de l'espace public, enrichie de ses critiques les plus pertinentes (Fraser), cette communication s'efforcera de produire une image précise de ce type d'arène et de spécifier le type de construction de la demande habitante qui peut en résulter : la logique de l'oppression, postulat de départ, permet-elle vraiment l'expression de demandes articulables à une forme d'action publique ? Ou au contraire, ces demandes échappant par principe à toute suspicion de légitimation de l'autorité exécutive peuvent-elles être considérées par les élus comme un socle d'une réflexion ouvrant des perspectives quant à une mobilisation réelle des électeurs ?

Jean-Baptiste Comby (Doctorant en sociologie, Paris 2-CARISM – LaSSP-IEP de Toulouse) : « Conditions et enjeux des appropriations locales d'une représentation nationale des "attentes des français". Exemple de la circulation des savoirs parascientifiques relatifs à l'opinion des français sur le changement climatique »

Résumé : Rattachée à un problème public (le changement climatique) dont la construction se polarise autour de propriétés (incertitudes scientifiques, causes et conséquences impalpables ; dimension internationale forte ; etc. faisant que l'enjeu est celui d'une « descente en proximité ») qui ne facilitent pas sa prise en charge politique aux niveaux locaux, la représentation de la « demande des habitants » que nous nous proposons d'étudier est nationale mais instrumentalisée par les entrepreneurs du problème pour 'sensibiliser' les élus locaux. Ce travail politique de 'sensibilisation', qui consiste également en une définition de l'activité politique locale légitime pour « lutter contre » le changement climatique, instrumentalise notamment des verdicts sur *l'Etat de l'opinion*. Nous nous demanderons quels sont les acteurs (politiques mais aussi médiatiques ou institutionnels ou économiques) locaux les plus prédisposés à accepter ces 'savoirs' (baromètres, sondages, études de perception, études d'évaluation des actions publiques de communication) sur les attentes des électeurs (qui sont tout à la fois des lecteurs, usagers ou consommateurs) ; quels sont les conditions sociales d'une réception favorable de ces « biens symboliques » nationaux ; quels sont les usages locaux différenciés qui sont fait des produits de la « décentralisation de la cause ».

Stéphanie Souche (Maître de conférences en sciences économiques, Université Blaise Pascal II – Laboratoire d'Economie des Transports) : « Introduction du stationnement payant à Lyon : quels enseignements pour la mise en œuvre d'une politique publique locale ? »

Résumé : La question du stationnement est complexe car elle est le reflet d'un conflit pour différents usages d'un même espace public rare : cet espace est rare car le plus souvent confiné dans des zones urbaines denses où il doit servir à la fois à la circulation des personnes et des biens tout en autorisant le stationnement des véhicules.

Pour étudier les réactions suscitées par l'introduction et l'extension du stationnement payant, nous retiendrons l'exemple de la ville de Lyon (ce travail a été réalisé avec C.Raux et O.Andan pour le compte de l'A.D.E.M.E).

Nous chercherons à répondre aux questions suivantes : quels sont les acteurs qui sont intervenus dans le processus d'introduction du stationnement payant ? Quels étaient leurs arguments ? Quels furent les leviers du pouvoir politique pour appliquer la nouvelle mesure ? Quels enseignements peut-on retirer de la manière dont furent gérés les intérêts, pourtant contradictoires, des différents acteurs ?

Nathalie Deley (Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, IERP, Saint-Etienne) : « L'importance des relations des élus avec les associations, dans une collectivité locale de moins de 5.000 habitants »

Résumé : Cette communication propose d'aborder les logiques politiques concurrentielles au niveau de la commune. Elle étudie le poids des acteurs associatifs dans les orientations des programmes politiques et dans les décisions prises en matière de politique publique.

Nous proposons donc de décrire les incidences des demandes des structures associatives sur les programmes et sur la constitution des listes de candidats en partant de l'analyse de situations concrètes vécues dans une commune rurale de 4500 habitants, commune gouvernée par trois groupes politiques qui s'affrontent. Nous allons montrer que dans une situation d'affrontement politique, les élus doivent entretenir de bonnes relations avec les structures associatives afin de s'assurer leur soutien. Ils n'ont pas d'autres choix dans l'optique d'un renouvellement de mandat.

Vendredi 23 mars 2007
Salle 210

8h30-12h30 : Deuxième demi-journée :
Construction de la « demande » et production des électorats

Président : **Rémi Lefèbvre** (Professeur en science politique,
CERAPS Lille – université de Reims)

Discutant : **Olivier Nay** (Professeur en science politique,
université de La Rochelle)

8h30 : accueil

8h45 : début des interventions

Eric Marlière ((Docteur en sociologie, CESDIP-UVSQ / CERAL Université Paris-Nord) :
« Le sentiment d'abandon des familles ouvrières et immigrées d'une ancienne commune de
« banlieue rouge »

Résumé : Les mutations qui ont cours au cœur du monde industriel ont affecté les classes populaires dans leur globalité. Les experts et les médias s'alarment de la relative distance qui éloigne les préoccupations des classes populaires avec les élites politiques notamment. Qu'en est-il réellement sur le terrain ? En réalisant une étude longue sur plusieurs années au cœur d'une cité ouvrière nous pouvons apporter quelques éléments d'éclairage sur la question. Située au cœur d'un ancien quartier de « banlieue rouge » en voie de recomposition nous assistons à des mutations concernant les attentes des classes populaires notamment sa jeunesse et des élus du parti communiste en quête de survie par une recherche de « mixité sociale » plus ou moins dosée. La commune étudiée est toujours une municipalité communiste en l'an 2006 mais, il semblerait, que depuis les années 1990 un fossé se creuse entre les logiques politiques des élus locaux et les attentes des populations ouvrières. Les familles ouvrières et immigrées sont déstabilisées en raison des mutations globales mais également locales qui les affectent. En ce sens, les entretiens menés auprès des habitants des anciennes cités ouvrières de la ville, montre que se dessine une déception envers les élus. Les anciens militants de syndicat ouvrier semble déstabilisé par les mesures prises par les élus pouvoirs alors que chez les plus jeunes (en l'occurrence les jeunes vivant dans les cités populaires) un sentiment d'injustice se profile de manière graduelle. En l'occurrence, le mécontentement envahit les militants de tous bords (les ouvriers à la retraite comme les adultes ayant participé à la marche des beurs voici 20 ans) où les relents de trahison chez les anciens ouvriers peut-être perceptible. En revanche pour les jeunes (les enfants d'ouvriers et pour la plupart d'immigrés) – au-delà des problèmes de racisme et de discrimination que connaissaient les enfants d'immigrés - émerge un sentiment d'injustice et d'inégalité. En d'autres termes, la municipalité communiste au pouvoir depuis 1933 dans cette commune ouvrière semble cristalliser les inquiétudes des plus jeunes et surtout les déceptions des populations plus âgées. L'objectif est essayer de donner du sens et une forme au fossé qui semble se creuser entre les élus de gauche et les « classes populaires » dans leur ensemble au cours de ce colloque.

Emilie Biland (Doctorante en science politique, ENS, Paris) : « Des comités de quartier aux Assises de la ville : une municipalité communiste et ses habitants à l'heure de la « démocratie participative » »

Résumé : A partir d'une enquête ethnographique dans deux instances « participatives » de Gennevilliers, ville moyenne de banlieue parisienne dirigée de longue date par une municipalité communiste, nous proposons de montrer comment sont redéfinies, en moins de dix ans (1995-2002), les procédures d'identification des attentes de la population et comment les rôles des élus et des habitants s'en trouvent modifiés. Ces dispositifs attestent de la montée en puissance d'intermédiaires, entre élus et administrés (agents municipaux, journalistes), chargés de sélectionner puis de « faire parler » ces derniers. Les professionnels de la démocratie participative contribuent de ce fait à l'entreprise de modernisation des liens sociaux sur lesquels repose l'implantation politique : s'éloignant des militants communistes les plus anciens, la municipalité entend reconnaître de nouvelles catégories de la population comme interlocutrices légitimes.

Antoine Roger (Professeur en science politique, IEP Toulouse – LaSSP) : « L'impact des procédures délibératives sur la construction des électorats "paysans": l'exemple du Parti socialiste »

Résumé : Dans le département de l'Aude, des connexions fortes ont pu être établies entre les milieux viticoles et le parti socialiste. Pendant plusieurs décennies, un électorat socialiste "paysan" a pu être construit localement par une articulation entre la "doctrine agricole" du PS et les conditions diverses des petits viticulteurs. Depuis le milieu des années 1980, l'appareil national du PS ne propose plus une labellisation particulière du "problème paysan". Les représentants locaux du parti doivent donc composer des revendications fragmentaires sans être en mesure de les unifier sous une étiquette partisane précise. De façon significative, des dispositifs délibératifs progressivement mis en place par le PS sont valorisés dans la fédération l'Aude : de nouvelles figures s'affirment qui prétendent identifier la "demande paysanne" selon des modalités inédites. L'individualisation du lien partisan ne s'en trouve que renforcée.

Olivier Gautier (Doctorant en science politique, CRAPE – Rennes 2) : « Fabriquer l'adhésion. Les usages partisans d'une politique locale »

Résumé : De nombreux auteurs ont montré comment une représentation de la réalité peut devenir la réalité ou pour le moins une composante de celle-ci (Bertho, 1980 ; Lacroix et Lagroye, 1992). C'est dans cette perspective que nous postulons l'idée qu'un programme territorial peut construire une demande populaire. En effet, l'une des propriétés de l'action publique est de produire « *la démonstration sans preuve* » (Gaïti, 2005) d'un désir collectif de pouvoir, de l'acceptation d'une domination nécessaire et bienfaisante (Lagroye, 1985). Elle constitue ainsi un dispositif et une ressource dont les mobilisations, en dehors de la compétition électorale, peuvent accréditer les aspirations idéologiques d'une population. A travers l'exemple de l'action politique de Philippe de Villiers en Vendée, nous essaierons de voir comment la sélection puis la territorialisation, l'euphémisation ou encore l'imputation des politiques publiques peuvent énoncer une attente locale et faire ainsi parler un électorat partisan qui n'existe pas.

14h15-17h00 : Troisième demi-journée

Valider le « projet d'action publique », représenter la « demande »

Présidente : **Cécile Blatrix** (Maître de conférence en science politique,
Université Paris 13 - CERAL)
Discutant : **Renaud Payre** (Maître de conférences en science politique,
TRIANGLE – Faculté de droit et science politique Lyon 2)

Sébastien Ségas (Docteur en science politique, CERVL – IEP Bordeaux) : « Les interprètes de la demande des habitants : traduction des attentes sociales dans le cadre de dispositifs participatifs localisés (conseils de développement, conseils de quartier) »

Résumé : La littérature interprète généralement les procédures participatives comme des dispositifs de légitimation et/ou de régulation politique. Cependant, ces dispositifs constituent également, du point de vue des élus, des outils de marketing politique (Braud, 1995) censés permettre une meilleure traduction des attentes localisées (Callon, 1986 ; Latour, 1989). Cette traduction repose sur un travail politique et expert de réinterprétation qui relie les intérêts particuliers à de grands problèmes ou enjeux territoriaux : l'emploi, l'enclavement, la solidarité territoriale, le développement durable, etc. En d'autres termes, ces processus visent à déplacer les intérêts sociaux vers l'action publique en connectant sémantiquement de multiples réseaux à des problèmes publics portés par des élus : il s'agit « d'intéresser » les acteurs sociaux au politique (Latour, 1989).

L'étude de conseils de développement et de quartiers dans des contextes politiques « tendus » (préparation des dernières législatives en Médoc, conflit identitaire en Pays Basque, perspective de municipales anticipés à Bordeaux en 2006) montrera comment ces dispositifs de participation, saisis comme des outils de reconstruction des attentes sociales, peuvent devenir des enjeux dont des groupes politiques se disputent le monopole de l'usage légitime.

Philippe Teillet (Maître de conférences en science politique, PACTE – IEP de Grenoble) : « La démocratie d'agglomération à tâtons. Le cas du conseil de développement de Grenoble-Alpes Métropole »

Résumé : A partir d'une mission d'évaluation réalisée auprès du Conseil de Développement de Grenoble-Alpes Métropole et de l'observation comparée sur d'autres Conseils de Développement urbains, la présente communication souhaite discuter le modèle de démocratie inventé « à tâtons » depuis quelques années dans les arènes urbaines intercommunales. Nous dresserons d'abord un état des lieux mettant en regard les forces et les faiblesses de ces nouvelles institutions en matière participative, consultative, délibérative et représentative. Cette réflexion nous entraînera sur les différentes formes de « démocratie d'agglomération » que chaque configuration territoriale invente progressivement et sur les nouveaux enjeux de pouvoir qui s'en dégagent. Il apparaît que dans le cadre d'appels répétés à la participation citoyenne, les conseils de développement souffrent d'une composition qui, loin des citoyens lambdas, rassemble plutôt une forme de notabilité associative ou de représentation des corps intermédiaires locaux. Mais parallèlement, en n'étant pas l'instance participative que l'on attend d'eux, les conseils de développement sont aussi des lieux où une expertise plurielle peut mettre en débat des enjeux et des choix d'agglomération. Au final, les pratiques observées au sein des Conseils de développement traduisent un rapport à la politique assez déroutant pour la tradition française : l'intercommunalité possède de solides "sentiers de dépendance", pour autant de nouveaux « tournois d'agglomération » se mettent en place qui ne respectent guère les hiérarchies antérieures, leur temporalité se révèle incertaine, les paroles expertes et profanes s'entremêlent, l'évaluation devient un « passage obligé » aux contours flous, l'enchevêtrement des compétences brouille la définition du bien commun (qu'il s'agisse de l'intérêt « général », « régional » ou « communautaire »), la légitimité des groupes organisés est souvent discutable et contestée, le dialogue avec les territoires voisins peine à se structurer... L'urbanisation de l'espace et l'affirmation des gouvernements urbains appellent

une attention soutenue aux conditions dans lesquelles s'inventent, pas à pas, de nouvelles pratiques démocratiques.

William Gasparini (Maître de conférences HDR en sociologie, Equipe « Science sociales et sport » (EA 1342) - CRESS (EA 1334) - UMB Strasbourg II) : « La construction sociopolitique de la demande des habitants. L'exemple des Assises locales du sport »

Résumé : Afin d'attirer et de se concilier des populations traditionnellement à l'écart du débat politique, des élus locaux tentent depuis quelques années d'accroître leur capital de légitimité par de nouveaux procédés de marketing politique, en proposant des formes inédites d'échange : conseils consultatifs thématiques, conseils municipaux des enfants, conseils de quartier, forum, assises locales du social, de la culture ou du sport. A partir d'une analyse monographique de deux dispositifs de démocratie participative par le sport ayant été mis en place en Alsace, nous voudrions mettre l'accent sur la fabrication socio-politique de la demande que les élus et les experts élaborent au nom des « citoyens ordinaires ». Les débats publics dont le sport local est l'objet servent finalement de caution, souvent à l'insu de participants sincères, à des orientations politiques préétablis. En outre, les points de vue sur l'accès démocratique au sport sont inséparables de la position des élus, de leur stratégie dans l'espace politique local et de leurs rapports au monde social.

Nicolas Matyjasik (Doctorant en science politique, CERVL – IEP Bordeaux) : « L'expertise évaluative, un objet politique identifié ? Réflexions autour de la demande sociale »

Résumé : Dans cette communication, nous proposons d'envisager une approche de l'évaluation des politiques publiques reposant sur les dimensions politiques et d'enjeux de pouvoirs cristallisés par le phénomène évaluatif au niveau local. Ne peut-on pas alors déceler une utilisation de l'évaluation par des acteurs locaux dans le but d'une entreprise stratégique? A l'aune de cette vision, nous proposons d'analyser l'évaluation en tant que ressource politique à disposition des élus locaux et du personnel administratif local.

Dans cette optique, comment l'évaluation peut-elle permettre de mesurer la demande sociale? De mieux comprendre les besoins de la population en dehors du cycle électoral et de la compétition pour l'obtention des postes politiques? Produit-elle alors une connaissance rationnelle et objective de la situation ?

Nous baserons notre démonstration sur l'exploitation des résultats produits par l'introspection actuelle que nous menons du monde de l'évaluation au niveau local à travers la dialectique chargés d'évaluation / commanditaires d'évaluation.

17h00 : Conclusion : **Patrick Lehingue**

(Professeur en science politique, CURAPP-Université Picardie Jules Verne)